front libertaire

des luttes de classes

édité par :
Organisation Révolutionnaire Anarchiste

CONTRE les capitalismes bourgeois et bureaucratiques et leurs impérialismes.
POUR la gestion directe ouvrière et internationale.

Numéro 1
OCTOBRE 1970
Prix : 1 F

LA PATRIE DU PEUPLE C'EST

MOYEN ORIENT

LA REVOLUTION

EDITORIAL

Une étape importante dans l'évolution de l'Organisation vient d'être franchie ; ainsi que nous l'avions expliqué dans le n° 10 de l'INSURGE, nous avons décidé de promouvoir un axe politique de lutte FRONT LIBERTAIRE qui réponde à deux objectifs bien précis : clarifier le mouvement anarchiste, aussi bien au niveau de ses structures qu'au niveau de ses théories, et développer une stratégie offensive communiste libertaire face au capitalisme, à l'état, et aux organisations léninistes.

CLARIFIER LE MOUVEMENT ANARCHISTE

Clarifier le mouvement anarchiste, voilà évidemment une volonté qui n'est pas nouvelle, et sans remonter trop loin on peut rappeler la tentative d'Archinoff, dont il a été question dans un numéro de l'INSURGE, et depuis, les efforts désespérés de la F.C.L. de l'U.G.A.C., de NOIR et ROUGE, sans oublier les tendances anarcho-situationnistes et autres provos. Force est de constater qu'aucun de ces mouvements n'a véritablement réussi à secouer le mouvement anarchiste de sa torpeur, ou alors ces expériences, si elles ont effectivement retiré toute représentativité au traditionnalisme sclérosé, n'ont pu résoudre leurs propres contradictions et ont sombré dansun intellectualisme éloigné de toutes réalités, ou dans une défiguration complète du communisme libertaire, au profit d'une soi-disant efficacité, ce qui amenait ces camarades à adopter des attitudes staliniennes qui se justifient difficilement. Donc, échec apparent, mais en réalité acquis d'une richesse incroyable qui nous permet de fixer des jalons dans notre évolution vers la construction réelle de l'Organisation.

Il est sûr pourtant que depuis le début de notre existence beaucoup d'erreurs ont été commises, beaucoup de pas en arrière ont été faits. Cependant, la clarification du mouvement anarchiste que nous souhaitons tant, paraît effectivement en bonne voie de réalisation. Un certain nombre de groupes n'existent plus ou sont en voie complète de disparition, groupes basés sur la valeur et l'influence de quelques individus qui s'opposaient sur des points partiels de la théorie, et qui malgré que nous, la remise sur rail du mouvement anarchiste spécifique, et toute leur volonté entretenaient la confusion ; pourtant parmi tous ces camarades nous en connaissons beaucoup qui désirent aussi ardemment c'est sur eux que nous comptons pour influer sur l'évolution qui se dessine, vers la revalorisation du communisme libertaire par une représentation organique sérieuse et par des propositions théoriques qui concordent avec les données de notre époque. La richesse de pensée du mouvement anarchiste est indéniable, jusqu'à maintenant elle n'a pu être qu'un élément négatif pour l'évolution de celui-ci. Il s'agit par une méthode constructive d'utiliser au mieux toutes les possibilités. Mais clarification cela veut dire également choix. C'est-à-dire qu'il est absolument nécessaire que le mouvement anarchiste rompe définitivement avec cet amalgame de concepts et de méthodes d'analyse, le tout superficiel et complètement en dehors des réalités de lutte. L'expérience devrait suffire à donner la valeur de telle ou telle méthode d'analyse et de tel ou tel concept. C'est là que se situe le choix. Il va falloir abandonner ce confusionnisme stérile et donner au mouvement sa véritable signification, parce qu'elle existe, et on ne la cherche pas ; la preuve en est dans l'analyse que l'on peut faire des dernières révoltes qui ont secoué le monde depuis deux ans, et dont le caractère libertaire qui les imprègne est indéniable.

Cependant choix sur le plan théorique ne veut pas dire dogme. Ce choix ne s'arrête pas dans le temps, il s'approfondit au fur et à mesure que la pratique le confronte aux problèmes qui peuvent se poser. Mais il y a un acquis indéniable contre lequel on ne peut pas aller parce que cela serait la négation même de tout projet révolutionnaire. Cet acquis, il est incontestablement à définir avec précision. Le nier ce serait refuser la possibilité pour les hommes de supprimer un jour l'exploitation de l'homme par l'homme et de pouvoir créer une société juste et libre. Il est vrai que la marge peut parfois être étroite et que des erreurs peuvent se produire, c'est alors à l'Organisation, c'est-à-dire aux militants, de jouer pleinement son rôle et de savoir se remettre en cause sur des points précis.

En dehors de tout effort dans ce sens on ne peut concevoir d'issue pour le mouvement anarchiste, jamais il ne pourra sortir de sa sclérose.

Voilà l'enjeu. Nous sommes prêt à accepter tout dialogue constructif, c'est-à-dire permettant de sortir le mouvement de son impasse, mais jamais il ne saurait être question pour nous de revenir sur ses positions. Nous avons franchi maintenant une étape essentielle qui va se concrétiser dans les mois à venir.

DEVELOPPER UNE STRATEGIE OFFENSIVE COMMUNISTE LIBERTAIRE

Voilà le second point. Il doit être extrêmement lié au premier ; sans cela, l'un et l'autre séparés, perdraient toute leur signification et leur espoir de pouvoir déboucher sur des solutions valables. C'est certainement une leçon des expériences antérieurs. Cette stratégie offensive c'est la formation de groupes FRONT LIBERTAIRE à travers le pays sur les bases théoriques que défend l'O.R.A., pour la crétaion d'un axe de clarification structurel et théorique, et d'action communiste libertaire. Ces groupes FRONT LIBERTAIRE ne formeront pas un mouvement. Ils devront être l'expression locale d'une volonté — clarifier le mouvement —, et d'une présence — mener une action politique. Cela explique pourquoi nous avons changé le titre de notre journal. Nous pensons, par les contacts qui se créeront entre le journal et les groupes, que pourra ainsi naître un dialogue permettant à chacun de participer au travail théorique, de comparer les différentes formes d'action, d'être informé.

Tels sont donc les objectifs que se sont donnés les militants de l'O.R.A., conscients des problèmes et donc de la nécessité de solutions. FRONT LIBERTAIRE vous demande donc de prendre contact directement soit pour la formation d'un groupe, soit pour donner des informations de tous ordres, soit pour dialoguer sur tel ou tel problème.

SOMMAIRE

p. 3 : A propos de Bordeaux.

p. 4 : A bas les centres d'absorbtion des connaissances.

p. 5 : De la Séparation.
A Nord-Aviation.

p. 6 : Sur la question de l'Anarchisme-Maoïsme.

p. 7: L'Etat et les Classes.

p. 8 : Palestine.

Contre la répression : Unité Révolutionnaire

Nous apportons tout notre soutien à l'action entreprise par des militants de Secours Rouge, à Bordeaux, pour demander la libération du camarade emprisonné aux Baumettes parce qu'il a refusé de partir au Tchad et réclamé le statut d'objecteur de conscience. L'ORA demande à tous ses militants et sympathisants d'appuyer l'action de Secours Rouge, d'y participer, partout où il existe des sections de ce mouvement contre la répression, et d'en créer là où il n'y en a pas.

Contre la répression le mouvement révolutionnaire doit utiliser toutes les possibilités dont il dispose.

Collectif National O.R.A.

Devant la répression croissante dont sont victimes les militants révolutionnaires, et en particuliers les militants maoïstes diffuseurs de « La Cause du Peuple » ; malgrè nos grandes divergences avec ceux-ci(voir Front Libertaire) et les marxistes-léninistes en général, nous tenons à affirmer notre soutien à tous les militants révolutionnaires.

Nous savons que c'est seulement avec l'unité révolutionnaire que nous pourrons nous opposer à l'escalade répressive des forces capitalistes et étatistes, et nous sommes prêts à participer à toute action allant dans ce sens et ayant véritablement comme objectif la lutte contre la répression.

Nous somme solidaires de Geismar et de ses camarades qui font la grève de la faim pour obtenir le statut de prisonniers politiques. Ce n'est pas en mettant le mot de délinquance sur toutes les actions révolutionnaires que le Pouvoir fera disparaître les problèmes politiques que pose la Révolution Sociale. Il recule pour mieux sauter.

COLLECTIF NATIONAL O.R.A.

FRONT LIBERTAIRE VIT EXCLUSIVEMENT PAR LA VENTE MILITANTE.

Nous demandons à tous ceux qui le peuvent, de s'abonner, de faire abonner des amis ; cela nous permettra une gestion financière plus stable. L'argent est le complément indispensable à notre entreprise.

CEUX QUI CROIENT EN LA REVOLUTION DE L'HOMME PAR L'HOMME ET POUR L'HOMME, DOIVENT CHOISIR LEUR CAMP ET S'ENGAGER.

à propos de BORDEAUX

Dans la campagne électorale de Bordeaux, on a très souvent employé le mot de « morale » pour tenter de définir et de justifier des positions politiques. On a pu s'apercevoir ainsi qu'il y avait plusieurs morales politiques au service des intérêts électoraux selon que l'on soit noir, blanc ou gris.

Des déclarations clownesques deJ.-J. S.-S. aux propos paternalistes du Chaban-Delmas, en passant par les déclarations de tous ceux qui par leur présence cautionnent le duel entre les deux tendances de la bourgeoisie qui se disputent le Pouvoir et se veulent les seuls sauveurs du Capitalisme, on en arrive en effet à se demander si encore une fois l'intérêt électoraliste provoqué et suscité par le pouvoir ne va pas réussir à cacher les véritables problèmes qui se posent au pays. Pourtant qui trompe-t-on ? Cette élection d'ampleur nationale qui devait permettre de débattre de la politique globale du gouvernement en place aura tout juste servi à nous apprendre à quelle date Ford a définitivement décidé de s'implanter en Gironde. Et encore, la date varie suivant les candidats. Ainsi, avant même l'élection, les candidats ont déjà tous failli à leur tâche et à leur promesse. De qui se moque-t-on ?

Cependant, au-delà de cette dénonciation du système électoral bourgeois qui a pour but de récupérer la juste colère des travailleurs en la canalisant sur des centres d'intérêts qui n'offrent au mouvement ouvrier aucune possibilité de dépassement de la situation sociale actuelle, cette campagne électorale doit nous aider à mieux cerner la réalité politique et les intentions de la bourgeoisie. Il est indéniable que cette élection est une bataille entre différents groupes d'intérêts économiques et politiques à l'échelon le plus élevé. Le développement d'industries en dehors de l'agglomération parisienne est maintenant une nécessité vitale pour sortir la France de sa pauvreté infrastructurelle et donner à la technologie, par la concentration d'industries, et donc le regroupement des valeurs intellectuelles et financières, les moyens d'être concurentielle non seulement au niveau européen, mais surtout au niveau mondial. Malheureusement, revers de la médaille, le chômage, du fait des concentrations, tend à augmenter dangereusement, et si l'angoisse est grande pour des centaines de milliers de travailleurs, les pouvoirs publics ne s'inquiètent pas outre mesure parce qu'il entre dans leurs plans de maintenir un chiffre élevé de chômeurs pour « casser » les conflits sociaux en utilisant cette main-d'œuvre disponible et peu exigeante à la place des ouvriers par trop revendicatifs. Egalement les pouvoir publics entendent faire de ces chômeurs et des travailleurs en général — chômeurs en puissance — une main-d'œuvre migrante qui pourra suivre et s'adapter aux nouvelles implantations industrielles, sans avoir besoin de compter sur une main-d'œuvre locale souvent peu appréciée.

Seulement la mise en place de ces nouvelles infrastructures et de ce programme auquel le gouvernement a ajouté quelques notes « sociales » — dont la participation, attrape-con qu'il aurait fallu trouvé si cela n'était pas déjà fait, et qui est le comble : faire participer le travailleur à sa propre exploitation ! —, exigent des hommes capables de prendre en main globalement la direction de ces régions. C'est à ce moment qu'intervient la lutte pour le Pouvoir entre différents groupes sociaux de la bourgeoisie, lutte parfaitement caractérisée à l'occasion des élections de Bordeaux par le duel entre Chaban-Delmas, suppôt du capitalisme traditionnel, et le technocrate aux dents longues qui prétend diriger le capitalisme au nom d'intérêts supérieurs qui ont non technique, informatique, statistiques et autres méthodes miracles destinées, soi-disant, à faire le bonheur des hommes. En réalité le problème est de sauver le système capitaliste et le régime d'oppression. Il s'agit pour cela d'assurer au profit une stabilité telle qu'il ne soit plus l'objectif essentiel du système, en l'augmentant et en le répartissant proportionnellement à la situation de l'individu dans l'échelle sociale, pour finalement passer à un autre stade du capitalisme où toutes les données originelles seraient dépassées pour arriver à ce qu'on appelle déjà « une entreprise sans capital », celui-ci étant un acquis irréversible qui serait plus l'élément moteur de l'entreprise, vu la complexité technologique, la nécessité de la production selon des normes établies. Les technocrates dans ce système auraient évidemment un rôle primordial ; voilà pourquoi J.-J. S.-S., malgré le ridicule de son personnage, joue politiquement la carte de l'avenir et tente de ramener autour de lui les cadres supérieurs et moyens qui ont à gagner à une telle évolution.

Aussi le choix à Bordeaux consiste à choisir entre deux voies qui ont une issue certainement différente dans la forme, mais dont le résultat final sera le même : l'exploitation et l'oppression de l'homme par l'homme.

D'autre part nous devons faire une autre constatation à la suite de cette campagne électorale, c'est l'extrême débilité de l'opposition parlementaire de gauche. On voit là le résultat du choix parlementaire par le mouvement ouvrier au moment où se posait à lui la question de savoir s'il devait prendre la voie réformiste ou conserver son contenu révolutionnaire pour arriver au socialisme. La réponse est claire et catégorique, l'Histoire vient de juger. Laissons crever ce socialisme parlementaire. Quand au P.C. il est fidèle à lui-même en poursuivant son intégration dans le système, où l'attend le sort de la social-démocratie actuelle. Et il est certain que pour tout mouvement révolutionnaire l'une des premières tâches est de démasquer et de détruire le P.C. qui, pour le grand bien du capitalisme, embrigade la classe ouvrière dans un carcan de phrases toutes faites et de fausses motivations qu'ils évitent bien de lier avec les problèmes français (aide au Vietnam, anti-impérialisme exclusivement oral).

Par contre on peut tout de même s'étonner de trouver Rouge et Lutte Ouvrière dans l'arène électorale, du moins ceux qui espéraient que l'expérience du 12e (après, déjà, les Présidentielles) n'était... qu'une expérience. Il y a longtemps que l'argument électorale est défendu dans le mouvement révolutionnaire. On voit historiquement où cela mène, et cela explique peut-être les façons détournées et hypocrites dont les trotskystes usent pour se justifier (ils se sentent coupables). Le choix électoraliste est un choix global et les trotskystes n'échapperont pas à la règle. Malgrès les leçons de Mai ils ne savent que retrouver les voies archi-usées et ne font preuve vraiement d'aucun effort d'imagination pour développer un processus révolutionnaire adapté à notre époque.

Ainsi, à travers la mascarade électorale de Bordeaux, nous avons pu dégager quelques constatations qui nous permettent de mieux situer l'action de la bourgeoisie. L'Organisation Révolutionnaire Anarchiste, fidèle à ses positions, demande donc à ses sympathisants de combattre, chaque fois que cela est possible, le système électoral bourgeois en démasqant ceux qui en profitent, et ceux qui le cautionnent. La lutte anti-électorale appuyée par une analyse conjecturelle est un élément essentiel de notre combat révolutionnaire.

RENTRÉE SOCIALE

L'année dernière, à même époque, Séguy sentant que la base salariale bougeait et que les grèves sauvages échappaient à la bureaucratie cégétiste, annonçait, sur un ton révolutionnaire, la venue « dans un avenir plus ou moins proche, de l'alternative démocratique ».

Cette année, le C.N.P.F., après avoir contacté les « représentations ouvrières responsables » prévoit une rentrée dans le calme...

Qu'est-ce que cela veut dire ?

En un an les patrons auraient-ils changé !

Le patronat français compte jouer cette année le bluff de l'intéressement. Les staliniens de la C.G.T., voyant dans la C.F.D.T. un concurrent de poids qui risque de devenir un interlocuteur valable pour le capitalisme français, tremblent et freinent la base qui risquerait, par son mécontentement, de faire tomber ce château de cartes.

Dans cette comédie, l'intérêt de l'appareil syndical passe avant l'intérêt de la classe ouvrière.

Pour répondre à Giscard d'Estaing, sur le plan de redressement, l'arme prolétarienne des bureaucrates cégétistes est une machine I.B.M., louée à une société américaine, que fièrement — tel le Bourgeois Gentilhomme — M. Séguy arbore à tout vent.

A force de vouloir attaquer le capitalisme sur son propre terrain, les révolutionnaires de salon se sont fait embourber.

Il y a un an, la France comptait 150 entreprises pratiquant l'intéressement. Elle en compte aujourd'hui : 4 200.

L'U.D.R. peut se frotter les mains. Il sait que cette vieille loi de la participation musolinienne enchaine solidement le prolétariat au système capitaliste .

Non seulement, l'ouvrier est intégré au système, mais son salaire dépend de sa productivité. Qui y gagne dans l'histoire ? La productivité globale de l'usine augmente et fait accroître le profit capitaliste... Sans compter que les sommes mises dans l'intéressement par le patron lui sont exonérées d'impôts.

La classe ouvrière se fait enchaîner par une loi fasciste et les bureaucrates syndicaux ne trouvent rien d'autre que de jouer de la machine I.B.M.

Le prolétariat encore une fois ne peut compter que sur lui-même, s'il veut se libérer du joug bourgeois en même temps qu'il devra se passer des petits bourgeois qui prétendent le représenter.

L'intéressement de l'ouvrier c'est le sabotage de l'appareil capitaliste par l'action révolutionnaire.

UNIVERSITÉ :

A BAS LES CENTRES D'ABSORBTION DES CONNAISSANCES

UNIVERSITÉ DE PARIS

Le Recteur et les Doyens des Facultés de l'Université de Paris rappellent aux Etudiants que les manifestations de caractère politique sont interdites à l'Intérieur des locaux universitaires.

Le Recteur
Jean ROCHE.

L. BINET.

M. ZAHANSKY.

G. VALITTE.

L'enseignement français se replâtre, à la grande joie des idéologues bourgeois et de leurs fidèles appuis les sociaux-médiocres et les « forces ouvrières démocratiques et progressistes ».

Voilà deux ans l'enseignement français se cassait la gueule, et joie ! on osait penser qu'il ne pouvait renaître. Il n'en reste pas moins qu'à l'heure actuelle il se porte toujours bien. Sa fonction est toujours remplie et il se restructure lentement.

Quelle est donc cette fonction ? Pourquoi le capitalisme investit-il des sommes énormes dans une entreprise qui n'est pas directement rentable ? Au sein de l'organisation sociale capitaliste qu'elle est l'utilité de l'enseignement ? Comment fonctionne ce lourd appareil ?

Nous allons essayer tout au long de cet article de mettre en lumière ces différents points et ensuite dégager les possibilités d'actions dans l'enseignement pour le détruire en tant que rouage indispensable du capitalisme.

> Voulez-vous être vivant ? Etes-vous fatigués de tourner inutilement dans un cercle vicieux ? (...) Voulez-vous enfin vivre, penser, inventer, agir, créer, être hommes ?
>
> Renoncez définitivement au monde bourgeois, à ses préjugés, à ses sentiments, à ses vanités, et mettez-vous à la tête du prolétariat. Embrassez sa cause, dévouez-vous à cette cause, donnez-lui votre pensée, et il vous donnera la force et la vie.
>
> BAKOUNINE.

Pourquoi l'enseignement existe-t-il ? Dans tout type de société autoritaire et hiérarchisée, la classe, le groupe qui détient le maximum de pouvoir d'intervention sur la vie sociale possède une idéologie précise, bien à lui, grâce à laquelle elle justifie ses actes. Pour que ceux-ci soient motivés et reconnus utiles par la population il faut que celle-ci soit convaincue de la justesse des idées qui produisent ces faits. Donc l'une des fonctions de l'enseignement dans une société autoritaire, de quelque type qu'elle soit d'ailleurs, est de transmettre au maximum d'individus l'idéologie dominante. Cela est le premier but de l'enseignement en général. Ce qui correspond aux vœux de J. Ferry : faire de l'individu un « parfait » citoyen. De cette façon on inculque aux individus le gôut de la soumission, la nécessité du travail, le respect de l'autorité sous toutes ses formes, de l'argent.

D'autre part on n'entretient pas un édifice aussi énorme rien que pour bourrer le mou des gens. Il faut que, d'une façon ou d'une autre, le capitalisme s'y retrouve.

Le second but est qu'après avoir rendu les individus incapables de posséder des réactions, des idées qui ne soient pas celles conformes à l'iéologie dominante, dès que ce processus est terminé, les individus sont considérés comme aptes à se faire dominer. La seconde phase est maintenant entamée. Ou bien on intègre directement les individus dans la vie productive, ou bien on les « perfectionne ». Cette phase de perfectionnement est remplie grâce à un enseignement plus poussé, plus spécialisé, de façon à pouvoir en faire des modèles de production, de rendement, aussi bien au niveau de la production manuelle qu'intellectuelle.

Mais il ne faut pas oublier qu'un renouvellement des cadres enseignants est nécessaire, donc il faut aussi qu'une partie des gens qui recevront cette éducation soit dirigée plus spécifiquement, de façon à en faire de bons gardes-chiourmes. C'est pourquoi nous trouvons dans l'université des fils de bourgeois. Il est plus intéressant pour le système que ses propres fils soient capables de continuer leur œuvre « humanitaire ». C'est dans l'université que se forment les futurs organisateurs de la production, les techniciens de la consommation, c'est dans les cours des I.U.T. que seront formés les psycho-sociologues et sociologues flics. Le capitalisme dispose d'un merveilleux terrain d'expérimentation.

Mais ce n'est pas la seule face de l'enseignement, son rôle dans la société est essentiel, primordial. Et cela nous pouvons le découvrir à un autre niveau ; c'est-à-dire au niveau des rapports enseignants-enseignés, au niveau des structures de l'enseignement et de ses méthodes. Et c'est peut-être ce qui est le plus important, car c'est là que se fait le clivage entre une critique réformiste et une critique révolutionnaire de l'enseignement. Il n'y a qu'à voir la peur des profs même de « gauche » lorsque l'on met en cause leur statut. (Le prochain numéro de Front Libertaire comprendra d'ailleurs une étude sur le rôle spécifique du professeur dans la relation actuelle « savoir-non-savoir »).

L'enseignement est un microcosme qui reproduit très exactement la société elle-même, où l'on retrouve les mêmes clivages, les mêmes structures, les mêmes rapports :

Le professeur est le détenteur du savoir, c'est-à-dire qu'il a reçu au plus haut niveau l'idéologie dominante et qu'il est chargé de transmettre aux étudiants ou aux lycéens qui sont devant lui, toutes les aptitudes dont ils auront besoin plus tard pour survivre. Du haut de sa connaissance, de son savoir il est l'autorité, quelquefois brutale, le plus souvent insidieuse. Les jeunes qui sont là n'ont qu'une chose à faire : recevoir, absorber et être capables de reproduire ou de refaire ce qu'on leur à appris. Ce rapport est la copie exacte du rapport dominant-dominé que l'on retrouve dans le système.

Les méthodes employées sont très bien faites pour assurer le plus haut rendement. Il ne faut en aucun cas que l'enseigné puisse faire preuve d'imagination ou de créativité si cela ne peut être récupéré, mais il ne faut pas non plus que l'appareil soit trop lourd, aussi il faut laisser un semblant de liberté (comme dans l'industrie on « participe » et ils profitent).

Voilà donc le charmant tableau de l'enseignement. Essayons de voir maintenant la ligne directrice possible pour mener des actions à l'intérieur des structures scolaires et universitaires.

Mai avait été un détonateur formidable, les groupuscules se hâtèrent de récupérer ce qu'ils pouvaient dans les mots d'ordre ou les idées lancés pendant deux mois. Malheureusement, et cela, on ne pouvait s'attendre à moins de leur part, ces nécrophores de la révolution ont donné à la bourgeoisie les meilleures armes pour préserver l'enseignement et le reconstruire. Ils n'ont cru qu'à une chose : faire de l'enseignement une base « politique ». S'ils contestèrent l'enseignement c'était pour lui en substituer un autre, qui leur paraît plus apte, plus sûr pour promouvoir la révolution.

Encore une fois, ces vermines trotskystes ou léninistes ne veulent que changer les apparances. Ils veulent simplement remplacer l'idéologie dominante actuellement en place par la leur. En aucun cas ils ne veulent détruire le rapport savoir-non-savoir, pour eux le rapport dominant-dominé est indispensable (même s'ils s'en défendent).

Il faut savoir qu'on ne conteste pas un cours, on le démolit ou l'on s'écrase. Qu'un professeur soit marxiste ou bourgeois, cest tout de même un professeur donc un flic de par sa fonction.

Il faut détruire l'enseignement actuel et bien faire comprendre à ces cloportes de la révolution que si on démolit l'enseignement ce n'est pas pour le reproduire dans les mêmes termes et les mêmes rapports. Quelle que soit la dénomination qu'il porte un enseignement, un système pédagogique où subsiste le rapport dominant-dominé, grâce à la possession du savoir, est un enseignement réactionnaire, qu'il se dise socialiste où non. Il est au service du pouvoir directement ou indirectement.

On ne peut accepter un enseignement dont le but est de mettre des toiles d'araignées dans les circonvolutions cervicales des individus.

DEUX ÉLÉMENTS "ANTI-SOCIAUX" fusillés à Cuba

On ne supporte pas les marginaux en régime socialiste cubain ?... comme dans le système capitaliste ?

Si aujourd'hui un homme se mesure à son automobile, une société elle, peut se mesurer à son acceptation des marginaux. En France nous sommes gâtés : ainsi un des derniers projet de Melle Dienesch et des « penseurs » qui se penchent (pas trop « parce qu'il faut tenir compte des réalités objectives et scientifiques jeune homme ! ») sur les inadaptés, est le projet de création d'un centre pour débiles bien loin de tout village sur le plateau des Mille Vaches. Suite logique de la forme du centre isolé de la société derrière les murs d'un vieux château.

En effet, ces groupes sont la représentation palpable de toutes les carences éducatives et morales de la barbarie instituée. Ils sont là dans leur révolte à l'état brut, représentants souvent sans défense, de ce que le pouvoir ne peut supporter : la non-acceptation de l'idéologie dominante. Ils réveillent chez ces personnes «bien adaptées » tous les phantasmes, toutes les pulsions que l'éducation, la morale familiale, puis l'individu lui-même (dans un processus sado-masochiste bien adapté au système : « pour commander, il faut savoir obéir ») avaient tenté de refouler. C'est angoissant, non?

Cela se reprouve d'ailleurs au niveau des « bourgeois » qui assimilent révolutionnaires et délinquants (voir à ce sujet le dernier « Noir et Rouge » n° 46, « le phantasme de la révolution »).

Ainsi ces individus sont dangereux, alors comme on est dans une société « évoluée » on ne les supprime pas mais on les parque ou on les enferme (prisons, hôpitaux psychiatriques, centres pour inadaptés, etc...).

Là aussi le combat révolutionnaire a sa place. Avec comme but de montrer les aspects répressifs d'une société acculée par ses structures à éliminer ceux qui ne peuvent ou ne veulent suivre le troupeau.

Alors ne nous leurrons pas, à Cuba comme ailleurs, la lutte est encore à mener.

DE LA «SEPARATION»

Mai 1968 nous avait apporté à travers les gaz lacrimogènes une critique réellement révolutionnaire de la société dite de consommation, de loisirs, etc... Pourquoi ?

Parce que chaque partie de l'assemblage que constitue notre société a été critiquée non plus en elle-même, mais dans son rôle ou sa fonction de « chien de garde » du système. Ainsi les révolutionnaires ont su découvrir et faire apparaître les liens qui faisaient tenir ensemble ces parties : d'où menace pour la Tour de Babel capitaliste. Si les révolutionnaires n'ont pu rompre ces liens, nous constatons avec sympathie, par l'affolement et les essais de replatrage des idéologues bourgeois, qu'ils sont déjà entamés.

Comment cela a-t-il été possible ? Comment ces liens ont-ils été mis à jour ?

★★★

Parce que les analyse révolutionnaires ont tenu compte d'une des caractéristiques du sy-s tème capitaliste : la « séparation ».

— Séparation entre celui qui a le « savoir » et celui qui ne l'a pas.

— Séparation entre les sciences « objectives » et la politique.

— Séparation dans le boulot grâce à la division sociale du travail qui se traduit par une parcellarisation de plus en plus grande des gestes et par un marché plus étendu entrainant la séparation du travailleur et de son produit.

—Séparation par la hiérarchisation.

— Séparation entre la « terreur » de la consommation et les posibilités réelles de consommer.

— Séparation à l'école entre la compétition (préparation à la séparation par la hiérarchisation) soigneusement cultivée et les beaux principes (vous savez les trois mots inscrits au fronton des bâtiments publics).

— Séparation même au niveau du militant révolutionnaire sérieux, responsable et tout, entre son attitude dans un groupe militant et hors de ce groupe.

— Et surtout, évidemment, la séparation en classes sociales.

Voilà entre autres, quelques-unes de ces « séparations » qui caractérisent le système et servent à la déshumanisation.

C'est cela que les critiques radicales, et elles étaient radicales par ce fait, se sont données pour tâche : dénoncer la séparation, redonner à chaque élément son véritable sens, c'est-à-dire son rôle, son but dans le système.

Ce que gardent bien de faire le pouvoir, ses « érudits » et autres auxiliaires cherchant à compenser leur insatisfaction sexuelle par une considération sociale. Ainsi pour eux l'étude de la classe « ouvrière » se résume à une approche de cette classe en elle-même, coupée de ce qui en fait sa véritabe originalité et son rôle : c'est-à-dire sa place dans la société capitaliste et sa position antagonique. Et ainsi pour toutes les parties et institutons de la société. On supplie par exemple le gouvernement d'ouvrir plus d'écoles, d'augmenter le nombre des instituteurs, les moyens audio-visuels, mais on ne touche pas au rôle de l'enseignement et de l'enseignant dans le système ; ou encore, on renforce les formes de crédit, on augmente les salaires pour permettre la consommation sans toucher aux problèmes de hiérarchie et finalement on ne fait que renforcer les moyens d'aliénation parce qu'on se refuse à remettre en cause l'inégalité inhérente au système.

D'ailleurs il n'y a pas que les représentants de l'idéologie dominant qui esquivent le problème. Dans ce qu'on appelle le mouvement révolutionnaire, on retrouve souvent cette absence de critique globale. Ce qui montre ainsi concrètement la position non-révolutionnaire de certains groupes ou groupuscules. Ceçi caché derrière de grands principes et une phraséologie se voulant subversive. Ce qui laisse présager de l'attitude de ces « révolutionnaires » lorsque la vieille taupe sortira son museau.

Pour nous, il n'y a pas de problème, dans toutes nos critiques sur telle ou telle institution, nous devons nous garder de toute critique parcellaire, c'est-à-dire que nous ne devons jamais laisser de côté les buts et rôle de cette institution dans la société capitaliste.

Du fait de cette radicalisation nous pouvons entre le travail de militant « quotidien » et résoudre en partie la contradiction existant et but révolutionnaire. Ainsi par exemple une critique du « savoir » des professeurs, chargés de faire passer l'idéologie offcielle parce qu'ils font partie intègrante d'un système, cumule ces deux buts : la pratique quotidienne et la préparation de la société post-révolutionnaire. De même dans l'entreprise, la lutte contre la hiérarchisation (petits avantages du patron à certains pour les désolidariser, et bien sur la hiérarchie des postes, ou encore le syndicaliste englué dans la concertation regardant de haut le non-syndiqué et que nous espéront bien voir emmerdé à la prochaine grève sauvage) lie ces deux formes d'action et nous évite de tomber peu à peu dans des pratiques réformistes, ou facilitant la récupération, en préparant là encore l'autogestion par et pour les travailleurs.

Cette dénonciation de la séparation permettant la radicalisation de la théorie et par la même de la pratique révolutionnaire, semble tellement évidente qu'il ne serait guère utile d'en parler si justement elle n'était un peu trop oubliée ou même masquée par ceux qui ont intérêt à ce que la situation reste identique après « leur » révolution. Ce qui se tient très bien avec les conceptions politiques tendant à éviter que le prolétariat s'organise par et pour lui-même. Aussi c'est pour cela que dans cet article, qui se sait non limitatif dans les exemples de séparation imposée par la structure capitaliste (on pourrait ainsi ajouter la sexualité), et reprenant d'ailleur les premiers théoriciens socialistes au cadre de l'institution (école, université, loi, état, syndicat, travail, etc...), pensant fort justement que cette critique ne pouvait se faire qu'à travers le rôle et le but de cette institution dans la société, nous diffuserons cette façon de voir que nous jugeons radicale et nous évitant de tomber dans la critique partielle et réformiste.

Espérant ainsi faire crever le plus rapidement possible ce système de la séparation inhérent au capitalisme.

NORD-AVIATION

PEU D'AVANTAGES — BEAUCOUP D'INCONVENIENTS
REFUSONS : UN MOIS ET DEMI DE PREAVIS DE GREVE DES SYNDICATS FAISANT L'APPLIQUER LES DECISIONS DU PATRON.
NON A L'ACCORD — NON A LA COLLABORATION DE CLASSES
LES TRAVAILLEURS NE SONT PAS D'ACCORD AVEC LES PATRONS
ILS IMPOSERONT LEUR VOLONTE PAR L'ACTION
PAS DE SIGNATURE

Nous insérons ici des extraits d'un tract fait par des camarades du cercle FRONT LIBERTAIRE de NORD-AVIATION dénonçant concrètement le piège des contrats de progrès.

(...) Pour faire passer la pilule, après « l'intéressement » et la « participation », on nous propose un « CONTRAT DE PROGRES ».

Et cice pour expliquer la réduction massive des avantages acquis, (c'est le progrès...) on nous parle « d'harmoniser » les avantages après la fusion.

Mais,

Est-il UN travailleur qui ait DEMANDE la fusion ?

Est-il UN travailleur qui ait DEMANDE l'harmonisation ?

— Alors que sur 96 900 travailleurs de l'Aéronautique, 74 % travaillent sur les commandes militaires et que celles-ci vont chuter de 75 à 50 % du chiffre d'affaire.

— Alors que Concorde n'a pas encore de moteurs pour Mach 2,2 et que les 74 options pour l'achat ne sont pas encore confirmées ;

— Alors que les activités spartiales C.N.E.S., E.L.D.O., E.S.P.O. — tendent à se réduire.

LA DIRECTION VEUT IMPOSER UN ACCORD.

Tous les sujets ou presque sont traités (en 36 pages):

Diminution du temps de travail, salaire sous toutes ses formes (prime de naissance, prime de sécurité, prime d'ancienneté, prime annuelle et bien sûr... salaire de base), sécurité, mutations, licenciements ; en tout cas, tous les paragraphes des différents cahiers de revendication.

Ces sujets ne pourront pas être remis en cause. On ne pourra jouer que sur l'application et l'interprétation des textes. Ce « jeu » d'un intérêt très limité (au plus il s'agira d'aménager l'accord) demande un préavis d'action (de 15 jours par la procédure de conciliation.

Ajoutons le mois de préavis, pour dénoncer l'accord si la conciliation a échoué :

EN CLAIR, TOUTE GREVE EST INTERDITE ET ILLEGALE POUR LES ORGANISATIONS SYNDICALES SIGNATAIRES S'IL N'Y A PAS UN MOIS ET DEMI DE PREAVIS.

La Direction en oulant imposer un accord a deux buts :

1) Permettre de licencier des travailleurs, diminuer le pouvoir d'achat des autres, plus généralement détériorer les conditions de vie, pour prendre « rentable » l'entreprise.

2) Rendre illégale la riposte des travailleurs.

Tout est dans les mots, le droit de grève reste légal, mais à la S.N.A.S., il faudra prévenir la Direction UN MOIS ET DEMI à l'avance.

Relevons les points importants de l'accord :

1) « Elles (la Direction et les Organisations Syndicales signataires) s'engagent à le (l'accord) faire respecter par tous, dans sa lettre et dans son esprit. Elles s'interdisent de remettre en cause les sujets traités dans le cadre de l'accord pendant la durée de son application ».

En cas de désaccord, sur l'interprétation ou l'application de l'accord, il est prévu un procédure de conciliation, successivement dans deux « Commissions mixtes de conciliation » (Direction — Organisations Syndicales signataires). La procédure de conciliation peut durer 15 jours (30 jours dans l'accord Cadres) et jusqu'à expiration des délais de ces procédures, les parties contractantes s'engagent à ne recourir à aucune forme d'action.

L'accord conclu du 1er juillet 1970 au 31 décembre 1971 (18 mois) est tacitement reconductible chaque année, s'il n'a pas été dénoncé au 1er décembre, et pour dénoncer l'accord, il faut UN MOIS DE PREAVIS.

Remarques :

Pendant la durée du conflit, les Conventions Collectives sont appliquées. Quel travailleur ne pensera pas alors : « Si je fais grève, je perds tout »...

Prime de « commandement » pour les délégués qui font restecter l'accord.

II) Acceptation des 44 heures de travail.

III) Discrimination : prime annuelle.

Alors qu'avant elle était identique pour tous (650 F), elle est maintenant hiérarchisée en quatre catégories.

IV) Mutation ou licenciement :

Dans la région parisienne (étendue aux Mureaux) le personnel muté ne bénéficie pas des avantages de l'accord. Il sera facile de ballader les gens entre les Mureaux, Chatillon, Suresnes, Courbevoie, Orly, les Gatines... jusqu'à ce qu'ils se décident à partir.

Les mutations sont un moyen pas cher de licencier du personnel. C'est ce qui se passe actuellement pour des centaines de travailleurs de la région parisienne.

« Il faut que le mot chômage perde son sens péjoratif » (Pompidou).

SUR LA QUESTION de L'ANARCHO-MAOÏSME

Que cette question, à première vue dépourvue de toute signification politique sérieuse, puisse se poser aujourd'hui, voilà qui ne nous étonne guère.

La révolte spontanée des masses, qui vérifia en Mai 68 la justesse des thèses anarchistes, les fit du même coup connaître et répandre dans les masses. Malheureusement, plus étonné que préparé, le « mouvement » anarchiste ne sut se montrer à la hauteur de sa tâche... historique...

— Immobilisé par son incapacité théorique **actuelle à saisir la situation nouvelle créée par la résurgence du mouvement révolutionnaire (d'autant plus déplorable si on la compare à la richesse inouïe de la pensée libertaire).**

— Cette incapacité de base se traduisant par la redite de vieilles formules poussiéreuses et mal assimilées, situées en dehors de toute pratique révolutionnaire conséquente qui, seule, peut engendrer des idées justes et adaptées.

— Enfin le confusionnisme idéologique fut tel que, sur le terrain de l'organisation, il devenait prétentieux de vouloir organiser les masses, alors que soi-même on n'avait à offrir qu'une misérable pagaille soigneusement acceptée !

Nous ne sommes donc nullement étonnés de voir que le sang neuf qui devait lui être transmis risque de couler dans d'autres veines. Il nous semble par conséquent normal de prendre en main la lutte idéologique contre la récupération tentée par l'organisation Marxiste-Léniniste-Maoïste de ce que nous considérons être le sang neuf insuflé à l'anarchisme révolutionnaire par l'insurrection du peuple en Mai 68.

Contre toutes les formes de défaitisme et de reculade nous défendrons et développerons la pensée anarchiste révolutionnaire au sein du mouvement.

A) La première analyse anarchiste de Mai 68 : UNE REVOLTE ANTI-AUTORITAIRE

Il aura fallu attendre les penseurs maoïstes de l'ex-Gauche Prolétarienne pour « apprendre » que le caractère profond de la révolte spontanée des masses était indubitablement libertaire. Voyant qu'ils ne pouvaient plaquer pour expliquer ce mouvement l'innéfable crise économique qu'ils n'avaient ni prévue, ni annoncée, et qui n'existait effectivement pas, ils ont tout simplement eu recours aux thèses anarchistes. En voici le mécanisme :

1° Ils renversent la proposition marxiste de base qui les gène dès le départ, à savoir : que le prolétariat passe au stade politique en se battant d'abord sur le terrain économique ; et ils énoncent en la faisant leur cette proposition défendue depuis la 1ère Internationale par les travailleurs anarchistes : « le mouvement ouvrier révolutionnaire part rarement de l'économique pour arriver au politique ». (Cahiers de l'ex-G.P. n° 1, Avril 1969).

Il est plus évident aujourd'hui qu'au temps des querelles héroïques entre Marx et Bakounine sur ce sujet, lorqu'on peut constater la fonction pourrie du syndicalisme actuel, que la question ne fait plus de doute.

2° Tout naturellement cette déviation vis-à-vis des écritures saintes les amène à formuler le fondement de la révolte de Mai 68, qui n'a jamais constitué que l'axe de la pensée anarchiste : « Le besoin de liberté (depuis la lutte minime contre la brimade jusqu'à la lutte contre l'autocratie ou toute autre forme de despotisme) est souvent « à l'origine » du mouvement ouvrier révolutionnaire ». (Cahier de l'ex-G.P. n° 1).

3° Ce qui les amène à la conclusion logique qui définit Mai 68 comme une révolte anti-autoritaire.

★

Comment l'ex-G.P. définit-elle cette révolte anti-autoritaire ?

a) Elle est d'abord « une composante de la lutte des classes, une offre de la révolution populaire. « La hiérarchie, c'est le garde-fou du profit ».

b) D'où il suit que la ligne de classe essentielle qui divise la population salariée tient à la différence de position par rapport au despotisme capitalisme, à l'autorité fondée sur le savoir (technocratie) est une composante aujourd'hui essentielle de la domination du capital sur le travail ».

c) Pour l'ex-G.P. ce qu'on appelle le néo-capitalisme ou capitalisme organisé n'est que le despotisme organisé du capital, l'extension de la dictature de l'usine à toute la société.

Il est clair que nous ne saurions aller à l'encontre de ces thèses que nous n'avons jamais cessé de propager dans le mouvement révolutionnaire. Ce qui ne peut être toléré par contre, c'est le mensonge Maoïste qui veut faire croire que ces propositions sortent tout droit de leur imagination politico-scientifique. Il importe de faire tomber les masques.

B) AUTOCRITIQUE ET MENSONGE

Les penseurs Maoïstes qui, visiblement, n'ont pas lu que les auteurs marxistes, se sentent génés par ce pillage délibéré de la pensée Communiste Libertaire. Aussi écrivent-ils : « évidemment le terne « anti-autoritaire » présente des inconvénients à première vue ».

Le premier inconvénient est bien sûr qu'ils donnent tout simplement raison à Bakounine contre Engels, lorsque ce dernier croyant pourfendre le penseur libertaire écrivait « L'automatisme d'une grande fabrique est beaucoup plus tyrannique que les petits capitalistes ne l'ont jamais été, du moins en ce qui concerne les heures de travail. On peut écrire au-dessus des portes de la fabrique : vous tous qui pénétrez ici abandonnez toute autonomie. Si l'homme à l'aide des sciences et du génie inventif, s'est soumis les forces de la nature, celles-ci se vengent sur lui en le soumettant, dans la mesure où il les met à son service, à un véritable despotisme indépendant de toute organisation sociale. VOULOIR LES SUPPRIMER, C'EST VOULOIR SUPPRIMER L'INDUSTRIE ELLE-MEME ».

L'histoir s'est donc chargée de démontrer qui, de Bakounine ou d'Engels, était le plus scientifique dans l'analyse du capitalisme, puisque c'était là le fond de la querelle entre les deux homme. Les révolutionnaires Tchécoslovaques ont vérifié la proposition de Bakounine à laquelle Engels n'avait à opposer que son méprsi d'homme de « science » : LE SOCIALISME SANS LA LIBERTE, C'EST LA CASERNE ».

Les penseurs maoïstes ont d'ailleurs pour expliquer leur « déviation » vis-à-vis du texte du maître, des formules que nous ne saurions qu'encourager sur le fond : « Le respect des textes coupés de la vie est heureusement un monopole du révisionnisme (...) » et plus loin « il faut lutter contre le culte du livre, intimement lié à l'autorité professorale ».

Malheureusement cette attitude quelque peu encourageante est contrariée par leur attitude face au deuxième inconvénient, plus gênant celui-là, à savoir la reprise des thèses et des concepts anarchistes. Mais l'ex-G.P. ne se laisse pas désarmer et maquille le pillage par le mensonge : « Le terme anti-autoritaire, c'est l'anarchisme qui se l'est approprié». Ils s'agit ici d'une pratique typiquement stalinienne : on falsifie l'histoire lorsque l'argumentation politique fait défaut. Cette pratique se retrouve dans le jugement maoïste à l'égard du livre de Conh Bendit dont selon nous, le mérite essentiel réside dans la condamnation en profondeur du stalinisme qui entraine logiquement à une redécouverte de l'histoire et de la pratique révolutionnaire. Tout cela est qualifié par les staliniens maoïstes de l'ex-G.P. de vieilleries...

★

Il est donc inutile de renvoyer les « théoriciens » maoïstes à leurs livres d'histoire. Les étranges lunettes qu'ils utilisent les empêcheront de n'assimiler que bien loin de s'être approprié le concept anti-autoritaire, les anarchistes se sont vu octroyer ce qualificatif, de même que celui d'anarchiste, par la tendance autoritaire, c'est-à-dire droitière, de la 1ère Internationale, et cela, au titre des insultes révolutionnaires

La vérité sur la FALSIFICATION PERMANENTE DE L'HISTOIRE pratiquée par les staliniens-maoïstes se révéle clairement lorsque ceux-ci proposent leur propre vision de l'anarchisme qui, selon eux, engendre à l'heure actuelle la révolte idéologique anti-autoritaire. Pour eux il s'agit seulement de la fusion de la théorie critique moderne de Marcuse qui énonce que le prolétariat est embourgeoisé (et qu'en conséquence, il crée un nouveau besoin anti-répressif) et de la théorie gauchiste traditionnelle mise en pratique par l'opposition étudiante américaine et allemande (S.D.S.).

A cela nous répondons :

1°) Que l'anarchisme révolutionnaire n'a jamais prétendu que le prolétariat est embourgeoisé, ce qui ne veut rien dire, ou alors il faut être logique avec Fourastier et les penseurs bourgeois qu'il est amené à disparaitre.

Par contre le prolétariat subit l'aliénation dont les conditions et les formes varient suivant chaque stade d'évolution du capital mais cela nous n'avons pas attendu Marcuse pour le savoir.

2°) Ce que l'ex-G.P. appelle la tradition théorique du gauchisme est une vision historique très limitée dans le temps et dans l'espace, puisqu'elle la fait remonter à l'opposition Bolchevisme-Gauchisme en Allemagne et en Russie, en 1918-1920, en omettant de citer la révolution libertaire Espagnole, l'expérience des conseil ouvriers en Hongrie, et surtout de tout ce qui précède ces mouvements : l'opposition de gauche au sein même de la 1ère Internationale personnalisée par la tendance bakouninienne. Ainsi donc nulle trace d'anarchisme avant 1918 !

C) LA RECUPERATION THEORIQUE PREPARE LA RECUPERATION PRATIQUE

Pour l'ex-G.P. : « La force révolutionnaire est en crise : dénouer sa propre crise signifie pour elle la fusion de la révolte anti-autoritaire et de la révolution prolétarienne ».

Ainsi pour les besoins de sa cause, la G.P. est-elle amenée à reconnaitre en son sein un courant anarchiste, qui devra peu-à-peu se transformer en courant anarcho-maoïste, puis en stalinien-maoïste tout court.

Ainsi peut-elle écrire : « Etre conscient de cette tendance, cela veut dire : être conscient que le mariage Marx (ou plutôt maintenant Mao) et Bakounine est une tendance objective spontanée du camp anti-autoritaire. L'anarchisme et l'anarcho-maoïsme constitue une tendance objective spontanée du mouvement. Cette « alliance » qui pourrait bien séduire quelques naïfs esprits épris d'UNITE à n'importe quel prix ne doit pas masquer l'incompatibilité profonde entre :

— Le Vieux mot d'ordre prolétarien NI DIEU, NI MAITRE, témoin de la soif de liberté et d'émancipation du prolétariat, et le culte religieux de Mao Tsé Toung qui le transforme en NOUVEAU DIEU MAITRE.

— La théorie et la pratique historique de l'anarchisme qui a combattu sur tous les fronts le stalinisme avant et après Staline, aussi bien en Chine qu'en Russie, ne saurait abandonner sa position de troisième front contre la bourgeoisie international et ses alliés objectifs : les bureaucratres staliniens, assasins de toutes les tentatives de révolution.

Il n'existe pas aujourd'hui un seul pays qui soit socialiste. Les anarchistes qui crèvent dans les prisons de tous ceux qui se disent tels, sont là pour en témoigner.

La seule réponse à la tentative maoïste de récupération doit en dernier lieu se situer sur le terrain de l'organisation. Contre les maoïstes qui voudraient faire croire que l'anarcchisme identifie platement et systématiquement l'organisation à une structure répressive, nous devons prouver, par notre capacité organisationnelle, non seulement que cette identification est vide de sens, mais en outre, après avoir posé clairement le débat sur la structure organisationnelle et son éthique, démonter la conception léniniste du centralisme démocratique, autoritaire et hiéarchique, en autogérant nos luttes, pour faire triompher le mot d'ordre de gestion directe ouvrière par les travailleurs de leurs luttes et de leurs usines.

* (Toutes les citations sont tirées des Cahiers de l'ex-Gauche Prolétarienne n° 1).

capitaliste.

L'ÉTAT ET LES CLASSES

L'article que nous présentons ici a été publié pendant la guerre d'Espagne.

Lénine, en 1921, définissait l'Etat soviétique russe comme « un Etat ouvrier avec une déformation bureaucratique dans un pays à majorité paysanne ». Cette définition doit être aujourd'hui modifiée de la façon suivante : l'Etat soviétique est un Etat bureaucratique où est en voie de formation une moyenne bourgeoisie bureaucratique et une petite bourgeoisie ouvrière, tandis que survit la moyenne bourgeoisie agraire.

Boris Souvarine, dans son livre sur « Staline » (Paris-935), trace ce portrait de l'aspect social de l'U.R.S.S. : « La société dite soviétique repose exactement sur l'exploitation de l'homme par l'homme, du producteur par le bureaucrate, technicien du pouvoir politique. A l'appropriation individuelle de la plus-value, il succède une appropriation collective faite par l'Etat, défalcation opérée sur la consommation parasitaire du fonctionnarisme... La documentation officielle ne laisse aucun doute : sur le travail des classes soumises, obligées à subir un « sweating system » (1) inexorable, la bureaucratie prélève une part indue qui correspond plus ou moins à l'ancien profit capitaliste. Il s'est donc formé autour du parti une nouvelle catégorie sociale intéressée au maintien de l'ordre constitué et à la perpétuation de l'Etat dont Lénine prévoyait l'extinction au fur et à mesure de la disparition des classes. Si les bolchéviques n'ont pas la propriété juridique des instruments de production et des moyens d'échange, ils possèdent la machine étatique qui leur permet toutes les spoliations de diverses manières. La possibilité d'imposer des prix de vente de beaucoup supérieurs au prix de revient renferme en soi le vrai secret de l'exploitation bureaucratique-technique caractérisée en outre par l'oppression administrative et militaire.

Le bonapartisme n'est que le reflet politique de la tendance de cette nouvelle bourgeoisie à conserver et accroître sa propre situation économico-sociale. Dans l'appel du bolchévique-léniniste Tambov au prolétariat mondial, qui est de 1935, on lit : « Le but de la bureaucratie du parti consiste seulement dans l'isolement et dans la torture des opposants afin qu'ils ne deviennent pas publiquement des inutiles, c'est-à-dire de malheureux apolitiques. Le bureaucrate, en fait, ne veut pas que tu sois un authentique communiste. Il n'a pas besoin de cela. Pour lui, cela est nocif et mortellement dangereux. Le bureaucrate ne veut pas des communistes indépendants, il veut des misérables esclaves, des égoïstes et des citoyens de derniers rang..

« Il serait donc possible que sous un vrai pouvoir prolétaire la lutte contre la bureaucratie, contre les soviétiques et qui sont la cause de la perte par le brigants qui s'approprient avec impudence des biens froid et la famine de milliers d'hommes, il serait possible qu'une lutte ou une simple protestation contre ces misérables soit considérée comme un délit contre-révolutionnaire ? ».

La cruelle tragédie de la lutte entre les oppositions « révolutionnaires » et l'orthodoxie « conservatrice » est un phénomène tout à fait naturel au cadre du socialisme d'Etat. L'opposition léniniste a bien raison d'indiquer au prolétariat mondial les déformations et les dégénérescences du stalinisme, mais si le diagnostic de l'opposition est presque toujours exact, l'étiologie est presque toujours insuffisante. Le stalinisme n'est que la résultante de l'installation léniniste du problème politique de la révolution sociale. S'opposer aux effets sans remonter aux causes, au péché originel du bolchévisme (dictature bureaucratique comme fonction de la dictature de parti), équivaut à simplifier arbitrairement la chaîne de causalité qui va de la dictature de Lénine à celle de Staline sans solutions profondes de continuité. La liberté à l'intérieur d'un parti qui nie le libre jeu de concurrence entre les partis d'avant-garde au sein du système soviétique serait, aujourd'hui, un miracle spectaculaire. L'hégémonie ouvrière, l'absolutisme bolchévique, le socialisme d'Etat, le fétichisme industriel : ces germes corrupteurs ne pouvaient que donner des fruits empoisonnés tel que l'absolutisme d'une fraction et l'hégémonie d'une classe.

Trotsky en saint Georges en lutte contre le dragon stalinien ne peut faire oublier le Trotsky de Kronstadt. La responsabilité du stalinisme actuel revient à la formulation et à la pratique de la dictature du parti bolchévique ainsi qu'à l'illusion de l'extinction de l'Etat comme fruit de la disparition des classes sous l'action du socialisme d'Etat.

Quand Trotsky (le 6 décembre 1935) écrit : « L'absurde historique de la bureaucratie autocrate dans une société sans classe ne peut être soutenue et ne sera soutenue indéfiniment », il dit une chose absurde en ce qui concerne « l'absurde historique ». En histoire il n'y a pas d'absurdité. Une bureaucratie autocrate est une classe, donc il n'est pas absurde qu'elle existe dans une société où demeurent les classes : la classe bureaucratique et la classe prolétarienne. Si l'U.R.S.S. était une société «sans classe» ce serait aussi une société sans autocratie bureaucratique, autocratie qui est le fruit naturel de la permanence de l'Etat.

C'est à cause de sa fonction dominant la machine étatique que le parti bolchévique est devenu un centre d'attirance pour les éléments petits bourgeois carriéristes, et pour les ouvriers paresseux et opportunistes.

La plaie bureaucratique n'a pas été ouverte et infectée par le stalinisme : elle est contemporaine de la dictature bolchévique.

Voici des nouvelles de 1918 et de 1919 publiées par la presse bolchévique. Le « Wecercia Isvestia » du 23 août 1918, parlant de la désorganisation du service postale, constate que, malgré la diminution de 60 % de la correspondance, le nombre des employés, comparé avec la période antérieure à la révolution, a augmenté de cent pour cent.

La « Pravda » du 11 février 1919 signale : la création continuelle de nouveaux bureaux, de nouvelles institutions bureaucratiques, pour lesquels on nomme et rétribue des employés avant que ces nouvelles institutions ne commencent à fonctionner. « Et tous ces nouveaux employés — dit la « Pravda » du 22 février 1919 — envahissent, occupent des palais entiers, alors que, vu le nombre, peu de chambres seraient suffisantes. »

Le travail est lent, obscurtionniste même dans les bureaux à fonction industrielle. « Un employé du commissariat de Lipetzk — raconte les « Isvestia » du 29 novembre 1918 — pour acheter neuf boîtes de clous au prix de 417 roupies a dû remplir vingt formulaires, obtenir cinq ordres et treize signatures, et pour les avoir il a dû attendre deux jours, parce que les fonctionnaires qui devaient signer étaient introuvables. »

La « Pravda » (n°281) dénonçait « l'invasion de notre parti par les éléments petits bourgeois », des plaintes pour des réquisitions « d'ordre personnel ». Dans le numéro du 2 mars 1919 ce même journal constatait :

« Il faut reconnaître que ces derniers temps des camarades, qui sont pour la première année au Parti Communiste, ont commencé à se servir des méthodes de travail inadmissibles dans notre Parti. Se faisant un devoir de ne tenir aucun compte de l'avis des organisations locales, se croyant chargés d'agir personnellement sur la base d'une autorité assez limitée, ils ordonnent, commandent à tort et à travers. De là vient le mécontentement latent entre le centre et la périphérie, une suite d'abus provoqués par leur dictature individuelle. »

Parlant de la province de Pensa, le commissaire de l'intérieur Narkomvnudel, disait :

« Les représentants locaux du gouvernement central se conduisent non comme les représentants du prolétariat, mais comme de vrais dictateurs. Une série de faits et de preuves attestent que les singuliers représentants se rendent les armes à la main chez les gens les plus pauvres, leur prenant tout le nécessaire, menaçant de tuer et, quand on proteste, ils frappent avec des bâtons. Les affaires ainsi réquisitionnées sont revendues et avec l'argent reçu ils organisent des scènes d'ivresse et d'orgies. »

(« Wecernia Isvestia » 12 février 1919)

Un autre bolchévique, Mescerikof, écrivait :

« Chacun de nous voit chaque jour d'innombrables cas de violence, d'abus, de corruption, de fainéantise, etc. Tous savent que dans nos institutions soviétiques des crétins et des incapables sont entrés en masse. Nous regrettons tous leur présence dans les rangs du Parti, mais nous ne faisons rien pour nous laver de ces impuretés. »

« ...si une institution chasse un incapable, on en trouve tout de suite un autre pour le remplacer et on lui confie un poste de responsable. Souvent au lieu d'une punition il a un avancement ». (« Pravda », 5 février 1919.)

Dans un discours prononcé au 8e congrès du Parti Comuniste Russe (11-12 mars 1919) Lénine avouait :

« Il y a çà et là des arrivistes, des aventuriers, qui se sont accrochés à nous. Ils se disent communistes, mais en réalité ils ne cherchent qu'à nous tromper sur leurs vraies idées. Il se sont « collés » à nous, parce que nous sommes au pouvoir, et parce que les éléments bureaucratiques les plus honnêtes refusent de collaborer avec nous à cause de leurs idées arriérées, tandis que ceux-ci « n'ont même pas d'idées honnêtes, ce sont seulement des réclameurs. »

Le gouvernement bolchévique s'est montré impuissant face à la bureaucratie, pléthorique, parasitaire, despote et malhonnête.

Cinq millions de bureaucrates sont devenus près de dix millions. En 1925 il y avait 400 000 fonctionnaires dans la coopération (« Pravda », 20 avril 1926). En 1927 la fédération russe des ouvriers de l'alimentation avait bien 4 287 fonctionnaires sur 451 720 membres et le syndicat des métallurgistes de Moscou bien 700 fonctionnaires pour 1300 000 cartes syndicales. (« Trouda », 12 juin 1928.)

Cette bureaucratie pléthorique ne répond pas à une activité administrative intense et efficace. « La direction de l'appareil soviétique depuis la base jusqu'au plus haut degré a une fonction paperassière. Le comité provincial envoie habituellement une ou deux circulaires par jour sur toutes les questions possibles et imaginables et estime avoir ainsi rempli ses obligations. » « Le nombre de circulaires, qui donnent des directives, reçues par les cellules, varie entre trente et cent par mois. » (« Pravda », 7 juin 1925.)

Un haut fonctionnaire, Dzerjinsky, écrivait : « On exige des entreprises les informations les plus diverses, des rapports, des données statistiques, qui forment dans notre complexe un torrent de papier qui oblige à employer un personnel excessif et qui noient le travail réel ; on crée une mer de papier dans laquelle se perdent des centaines de personnes ; la situation de la comptabilité et de la statistique est tout simplement catastrophique ; les entreprises supportent avec lassitude le fardeau de fournir des informations sur des dizaines et des centaines de formes différentes ; on mesure maintenant la comptabilité en pouds. » (Un poud = 16,380 kg) (« Pravda », 23 juin 1926.)

.....

Ce phénomène de reconstitution des classes « grâce à l'Etat » a été prévu par nous et dénoncé par nous avec flamme. — L'opposition léniniste ne réussit pas à approfondir l'examen étiologique (1) du phénomène et c'est pour cela qu'elle n'arrive pas à réviser la position léniniste devant le problème de l'Etat et de la Révolution.

Camillo BERNERI.

(Article paru dans « Guerra di Classe » n° 2 du 17 octobre 1936, page 4 et signé C.B. ; c'est la première fois selon nous qu'il est traduit de l'italien à une autre langue.)

Palestine :

Depuis plusieurs semaines le conflit israelo-arabe retient l'attention du monde entier. Ce fut d'abord les actions spectaculaires des commandos du F.P.L.P. qui grâce aux détournements d'avions, réussirent à mobiliser l'intérêt de la presse mondiale. Mais ces actions qui avaient pour but de sensibiliser l'opinion publique au problème palestinien, et en même temps de permettre l'échange de prisonniers palestiniens contre les passagers des avions détournés retenus par les palestiniens comme otages, eurent en fin de compte un effet inverse de celui qu'attendait le F.P.L.P. La bourgeoisie mondiale, par l'intermédiaire de sa presse et de sa radio, réalisa une reprise en main de l'opinion publique mondiale qui consista à faire condamner les organisations palestiniennes en tant que mouvements politiques sur des aspects militaires. Le capitalisme internationnal pouvait ainsi avoir les mains libres pour imposer aux belligérants « sa » paix par le moyen du Plan Rogers proposé et imposé peu avant les détournements d'avions. La bourgeoisie mondiale ne voulait pas remettre en cause l'équilibre politique dans le monde, et dans l'état des choses, il s'agissait par conséquent de mettre un terme au conflit du Proche-Orient ; c'est-à-dire qu'il s'agissait pour l'U.R.S.S. et les U.S.A. de faire accepter « leur » solution par « leurs protégés », malgré eux s'il le fallait. Ainsi s'explique l'agressivité d'Israël envers les U.S.A. et l'hésitation du gouvernement Golda Meïr à véritablement commencer les négociations prévues par le plan Rogers. Les arabes le savaient bien qui pouvaient alors se permettre de fracassantes déclarations en faveur de la paix. Finalement dans ce jeux diplomatique où tout n'est que sous-entendu, hypocrisie, les Palestiniens sont les trouble-fêtes. Ce sont les seuls qui ont véritablement quelque chose à gagner dans ce conflit et rien à perdre : enfermés dans leurs ghettos, exilés, subissant les brimades des gouvernements en place ; quand on n'est pas content d'eux, on leur coupe l'eau et l'électricité ! pour eux la victoire est une nécessité de survie. Les pays arabes s'étaient engagés avec les Palestiniens dans une lutte contre le sionisme et l'Etat Israélien en tant qu'instrument de domination de la bourgeoisie capitaliste locale, représentante de l'impérialisme américain, avec une vision révolutionnaire, ce qui impliquait pour les palestiniens, et ils ne s'en sont jamais cachés, de réaliser également la révolution dans les pays arabes ; aussi l'acceptation, même forcée, par les pays arabes du plan Rogers, est une trahison envers les Palestiniens. Les Palestiniens engagés entièrement dans cette optique révolutionnaire ont donc radicalisé leur position vis-à-vis des pays arabes en lançant un formidable défi à la bourgeoisie mondiale. Cette dernière, qui sait très bien que « sa » paix ne résoudra rien, avait donc beau jeu de désigner des responsables. Hussein, face à ce défi du F.P.L.P. qui mettait directement en cause son autorité a dû choisir entre l'acceptation d'une radicalisation du conflit à travers un processus révolutionnaire, ou la reprise en main du pays contre les Palestiniens, au prix d'une guerre civile, avec l'aide de l'extrême droite militaire. Il a choisi. Près de 30 000 morts, huit jours de tueries sauvages, aveugles, de bombardements au phosphore.

Ainsi la conspiration mondiale réalisée contre les Palestiniens a finalement réussi à démanteler une grande partie des commandos. Mais Hussein a perdu la face. Il a mit huit jours là où il pensait régler le problème en 48 heures, parce que les Palestiniens, eux, ont quelque chose maintenant à défendre : leur vie. Ces marginaux du conflit israélo-arabe, et pourtant les premiers intéressés à la résolution du problème, étaient les victimes toutes désignées des impérialistes d'Est et d'Ouest. Ce pantin d'Hussein a prit la responsabilité d'un massacre inutile et qui démontre bien le caractère foncièrement fasciste de la Jordanie et de la majorité des pays arabes. Il est bien temps maintenant pour la bourgeoisie mondiale de jouer les pleureuses sur un massacre qu'elle a incité, soutenu et qui l'arrange bien dans la perspective d'une paix imposée par les tapis verts ou les téléphones colorés des diplomates russes et américains. Une nouvelle fois les bourgeois se font une bonne conscience. Mais les germes d'une paix réelle ne sont ni à Moscou ni à Washington, ils sont, premièrement, dans la destruction du sionisme israélien et du nationalisme arabe (y compris le nationalisme palestinien), et dans la jonction des luttes révolutionnaires des opprimés de cette région, par-delà les intérêts propres à chaque état bourgeois, même s'il se dit progessiste ; luttes contre ces bourgeoisies en place, contre le capitalisme. Il ne s'agit pas, dans l'état actuel des choses, d'approuver ou de condamner tel ou tel mouvement palestinien ; il s'agit de constater que Nasser et les autres clowns arabes sont contents de s'asseoir autour d'une table avec Arafat, le représentant de la bourgeoisie nationaliste palestinienne, et remercient, en silence, Hussein d'avoir peut-être réussi à éliminer les organisations extrémistes.

En effet, il faut bien préciser les choses. Il y a une masse d'exilés palestiniens et de nombreuses organisations qui se disputent la représentativité, et qui vont du nationalisme le plus abject à un anarcho-syndicalisme qui n'ose pas dire son nom. Si politiquement le mouvement palestinien en général est sorti vainqueur de ce conflit, ce n'est pas le peuple palestinien qui en profitera mais bel et bien la bourgeoisie palestinienne sans royaume, solidaire, dans le fond, des bourgeoisies arabes. Aucun des mouvements n'a véritablement réalisé les conditions pour développer un processus révolutionnaire, peut-être parce qu'ils ont donné priorité à la lutte armée contre Israël, mais également et surtout parce qu'ils n'ont pas réussi à toucher les masses arabes et juives et à les engager dans un processus révolutionnaire. Il a donc manqué un impact politique dans les masses, au sein des mouvements ouvriers, ou parallèlement. La bourgeoisie palestinienne s'est créée un appareil militaire ; ses intérêts sont éloignés de ceux du peuple qui vit dans les camps. Les organisations palestiniennes dans leur ensemble ont été entretenues par les états arabes, elles n'ont jamais pu développer leur propre vision autonome et révolutionnaire. Elles servaient « d'aiguillons » contre les Israéliens. La seule fois où l'une d'elles a voulu se rendre autonome par rapport aux objectifs des états arabes, le mouvement palestinien s'est retrouvé isolé et vaincu sur le terrain, même si après-coup il y gagne un poids politique qu'il n'avait pas auparavant ; c'est la bourgeoisie palestino-arabe qui sort vainqueur de cette guerre civile. On peut se demander si le peuple palestinien ne va pas être à plus ou moins longue échéance sacrifié sur l'autel de l'intérêt du capitalisme et de l'entente impérialiste russo-américaine, abandonné par tous et pourchassé ?

C'est pourquoi nous devons envisager globalement ce problème et voir comment la lutte révolutionnaire pourra continuer et mettre à bas les bourgeoisies locales et les capitalistes Israëliens. Nous avons tenté de le définir tout au long de cet article. Nous pensons que le mouvement palestinien révolutionnaire peut sortir du ghetto dans lequel tout le monde l'enferme actuellement, s'il rejette avant tout sa propre bourgeoisie nationaliste, s'il admet de développer une stratégie révolutionnaire auprès des masses ouvrières, et s'il réalise la liaison avec les mouvements authentiquement révolutionnaires dans les pays arabes et en Israël (il en existe).

La collaboration avec la bourgeoisie a toujours amené la défaite du mouvement révolutionnaire. C'est donc un refonte organique complète et une nouvelle vision théorique et pratique que doit réaliser le mouvement révolutionnaire dans cette partie du monde. Sans lutte sociale et sans internationalisation, il ne peut y avoir de solution révolutionnaire.

Faites connaitre FRONT LIBERTAIRE

SOUSCRIVEZ A L'ABONNEMENT de DIFFUSION

Pour contact avec FRONT LIBERTAIRE

Ecrire :

— **Région Sud :** ACRATES, 13, rue de l'Académie, 13-MARSEILLE.

— **Région Nord :** Ed. FRUCTIDOR F.L. : 33, rue des Vignolles, PARIS-20e.

OUVRAGES EN VENTE :

Le mouvement anarchiste Bulgare	1,00 F
Principe du Communisme Libertaire	1,00 F
La Commune de Cronstadt (Bellibast, édit.)	8,00 F
L'Anarchisme (Col. « Idées », Galimard)	3,80 F
Le Mouvement ouvrier aux Etat-Unis 1867-1967 (Petite Col. Marpéro)	6,00 F
Voline : La Révolution Inconnue (Col. « Changer la Vie »)	42,00 F
Ni Dieu, ni Maître	54,00 F
Mouvement Makhnoviste (Bellibast, édit.)	24,00 F
Disques (2) sur le Congrès de Carrare	20,00 F

Modalités d'abonnement :

Abonnement annuel (12 numéros)	**10 F**
Abonnement annuel sous pli fermé	**20 F**
Abonnement de soutien	**25 F**
Abonnement de diffusion :	
5 exemplaires par mois durant 12 numéros	**40 F**
10 exemplaires par mois durant 12 numéros	**80 F**

Directeur de Publcation : J. L. BRIMEUR — Dépôt Légal 36.719 — Imprimerie G. R., Paris, Tél. : 636-64-74